

Yverdon-les-Bains : un plan pour favoriser l'activité physique

Entretien avec
Ophélie Dysli-Jeanerret,
cheffe du service des sports,
Yverdon-les-Bains (Suisse).

La Santé en action : Pourquoi avoir créé un plan directeur pour favoriser l'activité physique dans votre ville ?

Ophélie Dysli-Jeanerret : Yverdon-les-Bains est proche de Lausanne – vingt minutes en voiture – et souhaite se différencier des atouts-clés lausannois en termes d'image (présence du siège du Comité international olympique (CIO) et de nombreuses fédérations sportives internationales) pour trouver un positionnement stratégique singulier par rapport à notre grande voisine. Dès 2017, les autorités ont adopté un ambitieux plan directeur du sport et de l'activité physique (à l'horizon 2030) autour de trois enjeux : santé publique, marketing du territoire, cohésion et intégration sociale – la finalité étant de travailler sur la santé durable *via* le sport et l'activité physique. La ville présente un relief très plat, donc propice aux mobilités douces. Elle vit une phase de croissances économique et démographique relativement rapides, avec 30 000 habitants à ce jour, et elle accueille de nombreuses institutions dynamiques. Ce document stratégique prévoit une évaluation des différents projets et initiatives réalisés afin d'en rendre compte à la population. L'objectif : encourager la pratique régulière d'activité physique de tous les habitants d'Yverdon-les-Bains et favoriser ainsi leur épanouissement, leur bien-être et leur santé.

S. A. : Comment avez-vous cartographié les besoins de la population ?

O. D.-J. : Au préalable, nous avons réalisé un diagnostic territorial de la santé, qui allie de façon originale des géographes et des médecins. Les premiers ont analysé et cartographié le niveau sonore routier, les îlots de chaleur, le degré de végétalisation de chaque quartier et de chaque parcelle ; les seconds ont localisé les personnes vulnérables – dont les personnes âgées –, l'accès aux soins et aux premiers secours *via* les centres médicaux et les pharmacies, etc. La collaboration a été bonne et les urbanistes étaient heureux de conjuguer leurs données avec celles des médecins ; c'est ce qui a permis de déterminer les priorités à donner dans l'évolution des plans de quartiers. Ce diagnostic nous a fourni une cartographie des priorités et a alimenté les réflexions au niveau du plan directeur, du plan d'actions ainsi que des valeurs auxquelles nous nous référons. Ce diagnostic territorial de la santé nous permet entre autres d'identifier les quartiers où la population est en moins bonne santé et dans lesquels il est particulièrement pertinent d'intervenir prioritairement en ouvrant par exemple un terrain multisports.

S. A. : Comment la population est-elle consultée ?

O. D.-J. : Dans un second temps, l'ambition est de s'inscrire dans la continuité du diagnostic territorial de la santé en y associant la société civile, des partenaires académiques et des représentants de l'économie : pour ce faire, nous souhaitons créer un *living lab*¹ en santé durable, afin de favoriser une appropriation des projets par la

population et par les acteurs locaux. Cette démarche participative démarre en 2021 avec un Café du savoir, sorte de conférence citoyenne où l'on réunit la population et ses instances – conseil des seniors et parlement des jeunes – et les acteurs des institutions-clés de la ville : hôpital, centre thermal, haute école d'ingénierie et de gestion, parc technologique, etc. Pour assurer la prise de parole de tous, ce Café du savoir sera modéré *via* une méthodologie exigeante : nous veillerons en particulier à assurer la priorité aux échanges entre participants et à ne pas tomber dans le dualisme « sachants » – public écoutant. Ce sera un laboratoire d'idées en matière de santé. Ce Café du savoir viendra nourrir notre action. Il participera aux échanges de bonnes pratiques, d'idées, d'innovations qui sont l'objectif de la gouvernance pluridisciplinaire de la ville en matière de santé durable, et il soutiendra la vision d'établir un *living lab* en santé durable certifié.

S. A. : Où en êtes-vous dans la mise en œuvre de ce plan directeur du sport et de l'activité physique ?

O. D.-J. : La volonté première est de travailler transversalement : nous avons supprimé les barrières entre les différents services de la ville, par exemple entre l'urbanisme, le sport ou encore la culture. Nous élaborons ensemble des coprojets. Le premier, c'est l'offre d'un espace public pour pratiquer l'activité physique « à moins de 5 min » de chez soi pour tout habitant : permettre aux gens de bouger en rendant disponibles tous les espaces potentiels de pratique : cours d'écoles, parcs, places de parking si nécessaire. C'est le projet-phare d'une

L'ESSENTIEL

➤ À Yverdon-les-Bains, tous les équipements publics ou collectifs – parcs, cours d'écoles, places de parking – sont destinés à être utilisés pour pratiquer l'activité physique à « moins de 5 min de chez soi ». Les infrastructures sportives sont ouvertes gratuitement à l'ensemble de la population tous les dimanches, pour que les plus petits puissent se dépenser dès le plus jeune âge. Un Café du savoir va recueillir les attentes des habitants pour l'activité physique, dans une perspective de santé durable. L'objectif : conjuguer santé publique, rayonnement du territoire, cohésion et intégration sociale.



© Michel Galland/REA

ville qui se voit comme un grand terrain de jeu ou un jardin urbain du mouvement ! Ce projet court de 2020 à 2024. Autre projet-phare : comme Yverdon-les-Bains est une ville anciennement industrielle, constituée d'une grande mixité sociale et culturelle, et offrant de nombreuses possibilités de pratiquer gratuitement une activité physique, nous avons mandaté la fondation IdéeSport pour coordonner le projet MiniMove. Il s'agit d'inciter au mouvement les plus petits afin de favoriser leur développement psychomoteur. Ainsi, nous avons ouvert tous les dimanches une salle de gymnastique de trois modules – une initiative qui rencontre un grand succès avec une moyenne de 300 participants par dimanche. Les habitants qui profitent de cette offre en activité physique accompagnée sont issus de toutes les couches sociales et culturelles. Notre pari est de donner le goût au mouvement dès le plus jeune âge de manière ludique, et nous associons l'ouverture des salles à des espaces-café conviviaux pour les parents qui peuvent ainsi accompagner leurs enfants. Enfin, nous avons un projet qui nous tient particulièrement à cœur, parce qu'il résume bien notre philosophie de santé durable : nous espérons pouvoir rénover une friche industrielle faite de petits baraquements, un quartier qui se nomme à l'heure actuelle Sports-5. Le symbole est fort, car au lieu d'y ouvrir des boutiques commerciales, nous voulons y créer un centre d'innovation culturelle et

sportif à la fois insolite, de conception souple, et convivial. Le sport, c'est le mouvement ; la culture, c'est l'éducation – nous marions les deux en un seul lieu, car tous les deux doivent contribuer à une bonne santé globale, physique, mentale et sociale de tous les habitants. Les résidences d'artistes plasticiens et de musiciens cohabiteront ainsi avec un centre national de performance de judo, un centre de fitness et une salle d'escalade. Et ces lieux seront ouverts aux habitants. Plus largement, l'activité physique doit faire irruption de manière transversale chez tous les acteurs publics et privés de la ville : ce peut être par exemple l'aménagement de vestiaires dans tous ces lieux pour faciliter l'activité physique des collaboratrices et des collaborateurs, l'aménagement de parcs à vélos ou encore des encouragements aux déplacements à pied ou à vélo.

S. A. : Quels leviers ont facilité votre action ?

O. D.-J. : Tout d'abord, c'est le mouvement : susciter un état d'esprit de développement et d'épanouissement chez les habitants et surtout chez les décideurs et les acteurs – penser la ville dans une optique de santé durable. Ceci exige une politique transversale, sur le long terme et bien au-delà des plans de législature et des mandats politiques, bien au-delà aussi du clivage classique droite-gauche, parce qu'il s'agit ici tout simplement d'une notion de service public. Autre

condition majeure à réunir pour aller de l'avant : confier aux chercheurs l'établissement d'une base de données sur la situation sanitaire dans l'ensemble de la ville – ce que nous sommes en train de faire. Disposer de ces données nous permettra d'être plus pertinents, précis et efficaces. D'autant qu'avec la pandémie de la Covid-19, ces informations nous permettront de mieux anticiper et de mieux réagir, en proposant par exemple des actions de prévention ciblées sur des groupes à risques, comme les personnes âgées et isolées ou les personnes souffrant de maladies chroniques. Toutefois, la récolte puis la gestion de ces données ne sont pas simples, car il s'agit d'informations sensibles.

S. A. : Et quels sont les principaux obstacles à ce type de programme ?

O. D.-J. : C'est a contrario si l'on ne dispose pas de données sanitaires précises, si l'on ne connaît pas finement la population, si les politiques et les services de la ville restent cloisonnés... Pour le dire clairement : si le sport ne veut pas travailler avec la santé ni avec l'urbanisme, ou si l'on politise trop les projets. Ainsi, la réussite passera par des élus suffisamment visionnaires pour dépolitiser les débats en matière de santé. ■

Propos recueillis par Yves Géry, rédacteur en chef.

1. Laboratoire de rencontre.